

APRÈS LE "NON" Une autre Europe est possible

Je rejoins
le **Parti de
Gauche**
www.lepartidegauche.fr

Le Président en exercice de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy et la Commission de Bruxelles s'affrontent sur la meilleure façon d'aider les détenteurs de capitaux à ne pas sombrer dans la crise actuelle. Et pendant ce temps, ce sont les salariés qui trinquent !

Ce « débat au sommet » fait apparaître une contradiction du capitalisme de notre temps. Lorsque le capitalisme financier s'effondre, l'Etat doit-il intervenir dans l'économie ? C'est la question sur laquelle s'affrontent le Président de l'Union européenne et du Président de la Commission européenne. En effet, alors que le premier souhaite que les Etats et l'Union européenne interviennent avec des fonds publics pour aider les banques, le second répond qu'« on ne peut pas autoriser des aides qui ne soient pas compatibles avec les règles de la concurrence » car « si on accepte qu'un pays donne des milliards à ses banques cela pose un problème de concurrence déloyale qui peut détruire les banques les plus saines » et qu'« assurer une concurrence saine, c'est éviter la fragmentation du marché intérieur ».

En d'autres termes, Jose Emmanuel Barroso défend une stricte application du Traité de Lisbonne, qui interdit toute intervention des Etats dans l'économie. Nicolas Sarkozy quant à lui souhaite faire intervenir l'Etat à la rescousse des banques qui font faillite en disant in fine qu'il a tout fait pour sauver l'économie, mais que la Commission européenne le lui interdit. Ceci bien entendu lui permettrait de peaufiner son image de défenseur des intérêts de la France et des français, bien qu'en réalité, il ne défend par ce plan que les intérêts de ses amis banquiers et actionnaires.

En effet, le plan défendu par Nicolas Sarkozy est un plan de refinancement des banques en difficulté sur leurs fonds propres et un plan de garantie des prêts interbancaires. La seule « contrepartie » demandée aux banques, est de ne pas arrêter de prêter aux ménages et aux PME. En d'autres termes, il s'agit de permettre au système de continuer à fonctionner de la manière même qui a provoqué la crise : sur l'endettement des particuliers. C'est l'endettement particulier qui devrait permettre au système de continuer à tourner, alors qu'aujourd'hui, la consommation ne peut que chuter brutalement si l'on regarde les coups durs portés à l'emploi.

En effet, au niveau national et international, les annonces de fermetures d'usines et de suppressions de postes ne cessent. Les entreprises, notamment dans le secteur de l'automobile, arrêtent leurs lignes de production de plus en plus fréquemment. Pendant ce temps, ce sont les salariés qui trinquent : chômage technique, licenciements, départs « volontaires » dans le cas d'Arcelor-Mittal. En Essonne, le nombre de dépôts de bilan s'est accru de 30% en novembre. Et pour l'emploi et l'économie réelle, le Président de l'Union européenne ne propose rien ! Rien d'autre que le travail le dimanche, la retraite à 70 ans, la diminution du parc de logements sociaux...

Face à cela nous devons être le fer de lance, partout où nous agissons, de ceux qui tournent la page de cette politique de fuite en avant devant les dégâts du capitalisme et de dénonciation de l'incapacité à agir du fait du dogme libéral inscrit dans les traités européens. Nous devons être en mesure de développer du revenu solidaire, c'est-à-dire des services publics locaux efficaces, outils de la solidarité collective. Bien entendu, dans les territoires nous ne pouvons nous substituer à l'Etat. Néanmoins dans le champ des compétences des collectivités nous pouvons résister, expliquer, mobiliser, mais aussi agir pour accompagner les entreprises et salariés.

Enfin, puisque la politique se mêle de nous, tout le temps et sans cesse, en citoyens, il est peut-être temps que nous soyons plus nombreux à nous impliquer politiquement. Machiavel disait que « le meilleur rempart des tyrans, c'est l'inertie des peuples ». Vous comprendrez donc qu'avec les Partisans du Parti de Gauche auquel j'appartiens désormais, j'agis pour tourner la page du Traité de Lisbonne, pour une Europe enfin démocratique et sociale à l'occasion des élections européennes de juin prochain.